

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 4473

[S — C — 2002/29553]

3 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux premiers emplois à pourvoir au sein de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 96 y inséré par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, notamment les articles 13 et 20;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mai 2002;

Vu le protocole n° 263 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 27 juin 2002;

Vu la délibération du Gouvernement du 11 juillet 2002 sur la demande d'avis à donner par le Consul d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois ou, à défaut d'avis rendu dans ledit délai, dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Considérant que la situation de l'informatique en Communauté française est actuellement particulièrement critique alors même que des chantiers essentiels doivent être menés;

Considérant que la situation du personnel, dans l'attente de son transfert vers l'entreprise publique, devient chaque jour plus difficile, tant moralement que matériellement;

Considérant que les développements des programmes de gestion des ressources humaines (GRH) sont actuellement en attente de décisions stratégiques dans leurs aspects fonctionnels et technologiques, qu'ils concernent le paiement de 120 000 enseignants et qu'ils feront partie des missions de l'ETNIC;

Considérant que la réponse la plus appropriée doit être apportée par la Communauté française à l'accélération constante des mutations technologiques;

Considérant l'absence d'avis rendu par le Conseil d'Etat endéans le délai d'un mois et la nécessité de substituer, vu l'urgence, à la demande initiale d'avis une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 13 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 octobre 2002,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux premiers emplois à pourvoir au sein de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, ci-après dénommée l'Entreprise.

Par premiers emplois, il convient d'entendre les emplois de la catégorie des fonctionnaires généraux à pourvoir dans l'attente des mandats et les emplois à pourvoir par transfert ou mise à disposition du personnel des services de la Communauté française à l'Entreprise.

Art. 2. Tout emploi à pourvoir en application du présent arrêté fait nécessairement l'objet d'un profil de fonction préalablement dressé par le Ministre de la Fonction publique ci-après appelé le Ministre.

Le Ministre est chargé de la mise en œuvre de toute procédure de sélection découlant de l'application du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Des modalités de transfert du personnel des services de la Communauté française à l'Entreprise*

Art. 3. § 1^{er}. Les agents qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont occupés dans un emploi des services de la Communauté française au sens de l'article 1^{er} du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, peuvent être transférés à l'Entreprise selon les modalités fixées par le présent chapitre.

§ 2. Les membres du personnel contractuels occupés au sein des mêmes services peuvent demander leur transfert au sein de l'Entreprise.

Leur demande est soumise aux dispositions du présent chapitre.

Art. 4. Le Ministre détermine le nombre d'emplois, répartis par profils de fonction, pouvant être pourvus par transfert au sein de l'Entreprise.

Il lance par publication au *Moniteur belge* un appel aux membres du personnel visés à l'article 3.

Si les profils de fonction publiés au *Moniteur belge* constituent une synthèse de profils de fonction plus détaillés, l'appel au *Moniteur belge* indique l'adresse du site informatique sur lequel ces profils de fonction peuvent être consultés et le service administratif auprès duquel la copie, sur support papier, desdits profils peut être obtenue.

Art. 5. Toute candidature à un emploi doit être motivée eu égard au profil de fonction qui y correspond et être notifiée par recommandé à la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française dans les quinze jours qui suivent l'appel aux candidats.

Par décision motivée, le Ministre désigne ceux des candidats qui sont volontairement transférés à l'Entreprise.

Préalablement à cette désignation, il confie à une Commission composée de quatre membres au moins dont un représentant du Ministre et un représentant du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et deux experts, respectivement en matière informatique et en matière de fonction publique, choisis parmi les membres du personnel des services de la Communauté française, la mission de remettre un avis sur les candidats à chaque emploi ouvert au transfert.

La Commission visée à l'alinéa précédent procède nécessairement à l'audition préalable des candidats qu'elle envisage de classer en premiers ainsi que de tout candidat qui en a fait la demande.

Art. 6. Le transfert emporte le passage d'un emploi d'un des cadres des services de la Communauté française vers un emploi d'un des cadres de l'Entreprise.

Il ne constitue pas, pour les agents ainsi transférés, de nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel.

Les situations administrative et pécuniaire acquises par les agents au moment de leur transfert sont réputées avoir été acquises au sein de l'Entreprise.

Art. 7. Le Ministre arrête la date à laquelle la procédure de transfert visée par le présent chapitre est terminée.

CHAPITRE III. — *Des mises à disposition du personnel des services de la Communauté française à l'Entreprise*

Art. 8. Les agents visés à l'article 3, § 1^{er}, peuvent, eu égard à la nécessaire continuité de service que doit assurer l'Entreprise compte tenu de ses missions, être mis d'office à disposition de l'Entreprise pour une durée maximum totale de trois ans pouvant être prolongée avec l'accord de l'agent concerné soit pour pallier à l'insuffisance des transferts opérés en application du Chapitre II soit pour assurer des tâches qui, au sein de l'Entreprise, peuvent être considérées comme provisoires.

La mise à disposition est décidée par le Ministre en accord avec le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, le Fonctionnaire dirigeant d'un Organisme d'intérêt public ou l'autorité responsable d'un autre service de la Communauté française, chacun pour ce qui concerne le personnel de l'entité administrative qu'il dirige.

L'agent mis à disposition de l'Entreprise en application des alinéas précédents est, par rapport à son emploi d'origine, placé en congé pour mission au sens de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission.

Toute mission correspondant à une mise à disposition de l'Entreprise excédant les deux ans est reconnue d'intérêt général.

CHAPITRE IV. — *Des emplois correspondant aux fonctions informatiques*

Art. 9. Tout agent transféré dans un emploi du cadre d'extinction fixé par l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 portant fixation du cadre d'extinction de l'Entreprise publique des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication de la Communauté française exerce nécessairement au sein de l'Entreprise une des fonctions informatiques visées par le Titre XIII de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Si l'échelle de traitement attachée à son grade est différente de l'échelle de traitement attachée à sa fonction au sein de l'Entreprise, il bénéficie de l'échelle de traitement la plus favorable.

L'agent désigné dans une fonction informatique exerce toutes les prérogatives ressortant au grade correspondant à l'échelle de traitement attachée à la classe à laquelle appartient cette fonction. L'agent chargé d'office d'une mission en application de l'article 8 du présent arrêté et qui exerce une fonction informatique au sein de l'Entreprise bénéficie du régime pécuniaire visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE V. — *Des membres du personnel du Service général de l'Informatique et des Statistiques du Ministère de la Communauté française non transférés à l'Entreprise*

Art. 10. Les membres du personnel visés à l'article 20, § 3, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont bénéficié de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2002 accordant une allocation pour l'exercice de fonctions informatiques à certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, continuent à en bénéficier pendant une période de deux ans débutant à la date fixée en application de l'article 7 du présent arrêté, selon les modalités suivantes :

- 100 % de l'allocation pendant la première année;
- 50 % pendant la seconde année.

Pendent toutefois le bénéfice de l'allocation visée à l'alinéa 1^{er} les agents qui, endéans la même période de deux ans, sont transférés au sein de l'Entreprise en application de l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 2002 fixant les règles de mobilité des agents entre le Ministère de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

CHAPITRE VI. — *Des modalités de réintégration des membres du personnel transférés au sein des services de la Communauté française*

Art. 11. Les membres du personnel transférés à l'Entreprise en application de l'article 5 du présent arrêté peuvent, dans un délai de trois ans à dater de leur transfert, réintégrer celui des services de la Communauté française à partir duquel ils ont été transférés.

Art. 12. La réintégration ne constitue pas une nouvelle nomination, ni un transfert au sens du statut du personnel.

La situation administrative acquise par l'agent au moment de sa réintégration est réputée avoir été acquise au sein de celui des services de la Communauté française qu'il réintègre.

La situation pécuniaire de l'agent réintégré est celle que le statut pécuniaire des agents du service qu'il réintègre attache à son grade compte tenu du groupe de qualification dont il relève.

Art. 13. Le Ministre procède à la réintégration du membre du personnel au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit le jour de la notification par le membre du personnel concerné de sa demande de réintégration.

La réintégration ne porte pas préjudice à l'application de l'article 8 du présent arrêté.

Pour le membre du personnel réintégré, le délai de trois ans visé à l'article 8 court à la date de la notification de sa demande de réintégration.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement du 7 mars 2002 octroyant une allocation pour l'exercice de fonctions informatiques à certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII est abrogé à la date fixée en application de l'article 7 du présent arrêté sauf en ce qu'il reste applicable, selon les modalités qu'il fixe, aux membres du personnel visés par l'article 10 du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêt entre en vigueur en même temps que l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française.

Art. 16. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 octobre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4473

[C — 2002/29553]

3 OKTOBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de eerste betrekkingen die toe te kennen zijn binnen het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 96, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 13 en 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 mei 2002;

Gelet op het protocol nr. 263 van het Overlegcomité van Sector XVII, gegeven op 27 juni 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 11 juli 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand of, bij ontstentenis van advies gegeven binnen deze termijn, binnen een termijn van hoogstens drie dagen;

Overwegende dat de toestand van de informaticasector in de Franse Gemeenschap thans bijzonder kritiek is, terwijl onontbeerlijke opdrachten moeten worden ondernomen;

Overwegende dat de toestand van de personeelsleden, in afwachting van hun overgang naar het overheidsbedrijf, steeds moeilijker wordt, zowel op moreel als op materieel vlak;

Overwegende dat voor de ontwikkeling van de programma's inzake human resources management strategische beslissingen dienen te worden getroffen op functioneel en technologisch vlak, dat die programma's de bezoldiging van 120 000 leerkrachten betreffen en tot de opdrachten van het Overheidsbedrijf zullen behoren;

Overwegende dat door de Franse Gemeenschap het meest geschikte antwoord dient te worden gebracht op de zich steeds sneller ontwikkelende technologische veranderingen;

Overwegende dat de Raad van State geen advies binnen de termijn van één maand heeft uitgebracht en dat, gelet op de dringende noodzakelijkheid, de oorspronkelijke aanvraag om advies dient te worden vervangen door een aanvraag om advies te geven binnen een termijn van hoogstens drie dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 september 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 3 oktober 2002,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de eerste betrekkingen die toe te kennen zijn binnen het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, hierna het Bedrijf genoemd.

Onder eerste betrekkingen worden verstaan, de betrekkingen van de categorie ambtenaren-generaal die toe te kennen zijn in afwachting van de mandaten en de betrekkingen die toe te kennen zijn door overdracht of terbeschikkingstelling van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap voor het Bedrijf.

Art. 2. Voor iedere betrekking die toe te kennen is bij toepassing van dit besluit, moet een ambtsprofiel voorafgaandelijk worden opgemaakt door de Minister van Ambtenarenzaken, hierna de Minister genoemd.

De Minister wordt belast met de toepassing van elke selectieprocedure die voortvloeit uit de toepassing van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *De modaliteiten voor de overdracht van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap naar het Bedrijf*

Art. 3. § 1. De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn in een betrekking van de diensten van de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 1 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, kunnen overgedragen worden naar het Bedrijf volgens de bepalingen bedoeld bij dit hoofdstuk.

§ 2. De leden van het contractueel personeel die werkzaam zijn binnen dezelfde diensten kunnen vragen om naar het Bedrijf te worden overgedragen.

Hun aanvraag wordt onderworpen aan de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 4. De Minister bepaalt het aantal betrekkingen, onderverdeeld per ambtsprofiel, die toegekend kunnen worden door overdracht binnen het Bedrijf.

Hij doet, bij publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, een oproep tot de personeelsleden bedoeld in artikel 3.

Als de ambtsprofielen gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* een synthese zijn van meer gedetailleerde ambtsprofielen, geeft de oproep in het *Belgisch Staatsblad* het adres aan van de website waarop deze ambtsprofielen kunnen worden geraadpleegd alsmede de administratieve dienst waar het afschrift, op papier, van deze profielen kan worden ontvangen.

Art. 5. Iedere kandidatuur voor een betrekking moet gemotiveerd worden rekening houdende met het ambtsprofiel dat ermee overeenstemt en per aangetekend schrijven worden meegedeeld aan de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap binnen de veertien dagen volgend op de oproep tot de kandidaten.

Bij gemotiveerde beslissing stelt de Minister de kandidaten aan die vrijwillig naar het Bedrijf worden overgedragen.

Voor deze aanstelling, vaardigt hij een Commissie af, bestaande uit minstens vier leden waaronder een vertegenwoordiger van de Minister en een vertegenwoordiger van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en twee deskundigen, respectievelijk betreffende de informaticasector en de ambtenarenzaken, gekozen onder de personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap, met de opdracht een advies te geven over de kandidaten voor elke betrekking open voor een overdracht.

De in het vorig lid bedoelde commissie moet de kandidaten vooraf horen die ze in de eerste plaats wil inschrijven alsmede iedere kandidaat die erom gevraagd heeft.

Art. 6. De overdracht is de overgang van een betrekking van een van de personeelsformaties van de diensten van de Franse Gemeenschap naar een betrekking van een van de personeelsformaties van het Bedrijf.

De overdracht betekent niet dat de overgedragen ambtenaren benoemd worden of overgedragen worden volgens het statuut van het personeel.

De administratieve en geldelijke toestand van de ambtenaren op het ogenblik van hun overdracht wordt geacht verworven te zijn binnen het Bedrijf.

Art. 7. De Minister beslist over de datum waarop de overdrachtsprocedure bedoeld bij dit hoofdstuk eindigt.

HOOFDSTUK III. — *Terbeschikkingstelling van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap voor het Bedrijf*

Art. 8. De in artikel 3, § 1, bedoelde ambtenaren kunnen, met het oog op de noodzakelijke continuïteit van diensten waarin het Bedrijf moet voorzien, gelet op zijn opdrachten, van rechtswege ter beschikking van het Bedrijf worden gesteld voor een maximale duur van drie jaar, die verlengd kan worden, met de instemming van de betrokken ambtenaar, hetzij om het tekort aan overdrachten verricht bij toepassing van Hoofdstuk II te verhelpen, hetzij om taken te vervullen die, binnen het Bedrijf, als voorlopig beschouwd kunnen worden.

De terbeschikkingstelling wordt beslist door de Minister in overleg met de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de leidende ambtenaar van een instelling van openbaar nut of de overheid die verantwoordelijk is voor een andere dienst van de Franse Gemeenschap, ieder voor het personeel van de administratieve eenheid die onder zijn leiding staat.

De ambtenaar die ter beschikking wordt gesteld van het Bedrijf bij toepassing van de voorafgaande leden wordt, ten opzichte van zijn oorspronkelijke betrekking, met verlof gesteld voor opdracht in de zin van het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met opdracht worden belast.

Elke opdracht die overeenstemt met een terbeschikkingstelling van het Bedrijf die meer dan twee jaar duurt, wordt van algemeen belang geacht.

HOOFDSTUK IV. — *De betrekkingen die overeenstemmen met de informatica-ambten*

Art. 9. Iedere ambtenaar overgedragen naar een ambt van de uitdovende personeelsformatie bepaald bij het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van de uitdovende personeelsformatie van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, moet binnen het Bedrijf een van de informatica-ambten uitoefenen, bedoeld bij Titel XIII van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Als de weddeschaal verbonden aan zijn graad verschillend is van de weddeschaal verbonden aan zijn ambt binnen het Bedrijf, geniet hij de meest voordelige weddeschaal.

De ambtenaar die aangesteld wordt binnen een ambt behorende tot de informaticasector oefent alle prerogatieven uit van de graad die overeenstemt met de weddeschaal verbonden aan de klas waartoe dat ambt behoort.

De ambtenaar die van rechtswege wordt belast met een opdracht bij toepassing van artikel 8 van dit besluit en die een informatica-ambt uitoefent binnen het Bedrijf, geniet het in lid 2 bedoelde geldelijk statuut.

HOOFDSTUK V. — *De personeelsleden van de Algemene Dienst Informatica en Statistieken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die niet naar het Bedrijf zijn overgedragen*

Art. 10. De personeelsleden bedoeld in artikel 20, § 3, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een toelage hebben genoten bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2002 tot toekenning aan sommige personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die afhangen van het Sectorcomité XVII van een toelage voor het uitoefenen van ambten inzake informatica, blijven die genieten gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum vastgesteld bij artikel 7 van dit besluit, volgens de volgende bepalingen :

- 100 % van de toelage gedurende het eerste jaar;
- 50 % gedurende het tweede jaar.

De ambtenaren verliezen evenwel het voordeel van de in het eerste lid bedoelde toelage als ze binnen dezelfde periode van twee jaar overgedragen worden binnen het Bedrijf bij toepassing van het besluit van de Regering van 15 mei 2002 houdende vaststelling van de regels van mobiliteit van de ambtenaren tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut behorend tot het Comité van Sector XVII.

HOOFDSTUK VI. — *De modaliteiten voor de terugkeer van de personeelsleden overgedragen binnen de diensten van de Franse Gemeenschap*

Art. 11. De personeelsleden die overgedragen zijn naar het Bedrijf bij toepassing van artikel 5 van dit besluit kunnen, binnen een termijn van drie jaar vanaf hun overdracht, terugkomen in de dienst van de Franse Gemeenschap van waar ze zijn overgedragen.

Art. 12. De terugkeer is noch een nieuwe benoeming, noch een overdracht in de zin van het personeelsstatuut.

De administratieve toestand verworven door de ambtenaar bij zijn terugkeer wordt als verworven geacht binnen de dienst van de Franse Gemeenschap waar hij terugkomt.

De geldelijke toestand van de teruggekeerde ambtenaar is de toestand die volgens het geldelijk statuut van de ambtenaren van de dienst waarin hij terugkeert verbonden is aan zijn graad, rekening houdend met de kwalificatiegroep waaronder hij ressorteert.

Art. 13. De Minister laat het personeelslid terugkeren ten laatste op de eerste dag van de tweede maand volgend op de mededeling door het betrokken personeelslid van zijn aanvraag om terugkeer.

De terugkeer doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 8 van dit besluit.

Voor het teruggekeerde personeelslid begint de in artikel 8 bedoelde termijn van drie jaar, op de datum van de mededeling van zijn aanvraag om terugkeer.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Het besluit van de Regering van 7 maart 2002 tot toekenning aan sommige personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die afhangen van het Sectorcomité XVII van een toelage voor het uitoefenen van ambten inzake informatica, wordt opgeheven op de datum bepaald bij toepassing van artikel 7 van dit besluit behalve voor de personeelsleden bedoeld bij artikel 10 van dit besluit, op wie het van toepassing blijft volgens de bepalingen die zij vaststelt.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking tegelijkertijd met het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 oktober 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE